

## **Intervention de clôture de Nadia Bellaoui, secrétaire nationale de la Ligue de l'enseignement, au nom des trois mouvements.**

Nos journées ont été consacrées à ce qu'il est convenu d'appeler les politiques de jeunesse et au rôle que peuvent y jouer les Régions aujourd'hui et demain. La première réflexion que cela m'inspire, c'est que nous avons un combat commun à mener pour que le débat public sur la jeunesse dans notre pays soit mieux posé. Les jeunes diraient pour « changer leur image » mais je ne veux pas parler à leur place.

On a décidément un rapport très paradoxal avec nos jeunes générations. Dans la société de la connaissance et de la consommation que nous connaissons, la jeunesse n'est pas seulement un âge de la vie ; c'est aussi un référent pour l'ensemble de la société. Tout le monde veut rester jeune le plus longtemps possible mais pas ressembler aux jeunes d'aujourd'hui, qui... peuvent brûler une fille à peine plus vieille qu'eux dans un bus.

Le déplacement du débat sur la justice des mineurs est tout à fait caractéristique de cela. Aujourd'hui, pour parler de ces questions, on commence par nous expliquer (en général à nous montrer en images) que, dès 12 ans, il y a des jeunes qui ne sont plus éducatibles. Ce ne sont plus « nos enfants » mais des monstres, dont il faut protéger la société. Et on enchaîne sur une surenchère de débats pour savoir s'il faut les enfermer un peu, beaucoup, en laissant une vraie place aux éducateurs ou un strapontin... Alors que nous sommes entrain de parler d'une infime minorité de jeunes délinquants, on en tire des conclusions pour toute une tranche d'âge, en faisant naître dans l'esprit de nos concitoyens l'idée que « les jeunes » sont devenus ou redevenus dangereux. On a encore franchi un cap avant hier en reparlant de « bandes » à Gagny. Si le président de la République s'intéresse à ces questions, c'est qu'elles sont importantes et on a vite fait d'oublier qu'on parle – selon le Ministère de l'intérieur qui ne prend même pas la peine d'expliquer ni ce que c'est qu'une bande ni comment ils les compte - de 222 bandes dans toute la France. On joue à se faire peur.

De ce point de vue, les premiers propos du Haut commissaire à la jeunesse, qui n'entend pas aborder les jeunes comme des problèmes sont importants. On ne peut qu'espérer que cette posture l'emporte dans le gouvernement.

Autre débat caractéristique, le chômage des jeunes. En période de crise, on s'apitoie sur nos enfants pour des bonnes raisons : c'est vrai que le chômage des jeunes français est bien trop important, plus important que dans les autres pays européens mais on oublie, sur beaucoup de plateaux TV, que cela s'explique par le fait que ceux qui sont sur le marché du travail jeune sont les moins qualifiés. Plutôt que de se concentrer sur leur cas et d'approfondir l'analyse pour se rendre compte que dans ces populations, on trouve plus de filles et de jeunes issus de la diversité, de minorités visibles – comme vous préférez-, on fait des généralités et on fait naître l'idée dans la population que les jeunes sont pauvres. On s'impuissante.

Bref, le débat public sur les jeunes n'est pas très instruit. Et c'est un frein pour mener des politiques pertinentes. Pour agir sur les problèmes, encore faut-il les appréhender précisément et les circonscrire. En matière de jeunesse, on ne sait jamais de qui on parle. Les jeunes l'ont dit, avec leurs mots, à la tribune.

Deuxième réflexion : on l'a dit, l'éducation est forcément une responsabilité partagée. Là encore, il me semble que nous avons un important chantier à mener en commun et votre projet de créer de véritables services publics régionaux de l'éducation où vous pourriez jouer votre rôle d'« ensemblier », selon l'expression du Président Percheron à Lille il y a 2 ans, pourrait fournir un excellent cadre de travail commun.

Joëlle Bordet nous a dit, hier, l'importance de ce qu'elle a appelé des tiers lieux éducatifs. Il me semble, en effet, que nous n'avons pas encore pris toute la mesure de l'enjeu. « L'expérimentation » est au cœur du processus de construction de soi aujourd'hui. L'allongement de la jeunesse, c'est d'abord une conquête progressive de son indépendance, une période faite d'apprentissage progressif de la responsabilité, d'expériences sociales diverses, où il est important d'avoir droit à l'erreur.

Ces tiers lieux éducatifs sont d'autant plus importants pour des élèves qui ont connu l'échec. L'acharnement scolaire qu'on promeut à travers l'aide aux devoirs et l'école après l'école est encore plus dommageable pour les élèves qui ont connu l'échec. Pourquoi un gamin qui n'a jamais eu envie d'apprendre réussirait-il dans la foulée de son premier échec, et sur les bancs d'une école à peu de chose près identique à celle qu'il a fréquentée – en général elle est un peu plus dévalorisée encore - . Pour se reconstruire quand on a échoué à l'école, pour retrouver de l'estime de soi, il vaut bien mieux réussir une histoire d'amour, avoir réussi une performance sportive, avoir mobilisé des moyens pour organiser une tournée dans le sud de son groupe de musique.

Il paraît, dans ce sens, tout à fait essentiel que les mouvements d'éducation populaire jouent davantage leur rôle historique d'école de la vie à côté de l'école et en associant les parents. Chez nous, la règle du jeu est différente ; le jeune n'est pas un élève mais un acteur ; la performance n'est pas individuelle mais collective. Chez nous, les jeunes ne sont pas qu'une clientèle à qui l'on propose de consommer, même des produits culturels. A condition que nous puissions rester – voire redevenir ? – nous-mêmes. Là encore, nous avons un chantier commun à ouvrir.

Pour mettre en œuvre vos politiques, il vous arrive d'avoir besoin de prestataires de services, opérateurs sérieux de programmes que vous avez conçus. Les associations en général et nos mouvements en particulier peuvent prétendre jouer ce rôle et il est normal que des procédures de transparence soient mise en œuvre pour que les deniers publics soient utilisés au mieux. Vous le reconnaissez volontiers, nous avons quelques savoir-faire utiles. Mais les territoires ont aussi besoin que des habitants s'associent librement pour prendre en charge des problèmes qui leur tiennent à

cœur, même quand leur temps et leurs méthodes ne sont pas ceux de la puissance publique. Les meilleurs collaborateurs ne remplacent pas la créativité sociale dont peut faire preuve le terrain. Or, le recours systématique aux appels d'offres comme unique manière de contractualiser avec les associations mine cette fonction de créativité sociale dans les domaines de l'éducation, de la culture... Ils contribuent à faire de nous des instruments.

Je reviens à la question de la réussite des élèves. On parle beaucoup en ce moment des Ecoles de la 2<sup>e</sup> chance et il semble en effet que ce dispositif - qui touche au total moins de 5000 élèves - fonctionne et gagne à être développé, mais ce dont les jeunes de France - et sans doute notre économie, sans même parler de cohésion sociale ou de démocratie - ont besoin c'est que tout ne soit pas joué à 16 ou 25 ans quand on obtient - ou pas - son sacro-saint « diplôme ».

Je me souviendrai toujours de ce que tu avais dit, Emmanuel (Davidenkoff), dans une table-ronde à laquelle je participais il y a quelques années. Tu nous disais que l'intelligentsia et la puissance économique de notre pays, était détenue par des personnes (des hommes le plus souvent) qui avaient fréquenté les mêmes écoles maternelles, moins de 200 en France. J'espère que tu exagérais mais je n'en suis pas tout à fait sûr. La formation initiale a trop de poids dans notre pays alors même qu'elle restera toujours marquée par les inégalités sociales. Plus on est jeune et plus on est porté par sa famille ou tiré vers le bas.

On parle beaucoup de discrimination positive et on laisse croire que beaucoup de moyens vont aux populations les plus défavorisés - de sorte d'ailleurs que les populations moyennes se sentent lésées. Mais ce sont les élèves qui fréquentent les plus prestigieuses écoles supérieures qui coûtent le plus cher à la collectivité. Et ceci vaut évidemment, bien au-delà de l'école, dans bien d'autres domaines.

Qu'attendons-nous pour mettre en place un véritable « capital de formation » qu'on a le choix de mobiliser d'une traite à l'occasion de sa formation initiale ou en plusieurs fois. C'est là la troisième réflexion dont je souhaitais vous faire part.

J'aurais aimé vous parler aussi d'engagement des jeunes mais je n'aurai pas le temps de développer et les jeunes l'ont très bien fait. Juste une remarque, pour marquer le coup sur les Conseils régionaux de jeunes. Pour qu'ils fonctionnent, il faut que leurs avis soient fondés, travaillés. Quitte à me faire hier par les jeunes dans la salle, il n'y a aucune raison que les jeunes soient spontanément plus intelligents que nous et que, sans aucune analyse, ils puissent proposer des réformes pertinentes. Les conseils régionaux de jeunes ont besoin de personnels capables de mettre au service des jeunes conseillers, les données et l'expertise nécessaires pour réfléchir. Il n'en est alors que plus vrai que ces conseils doivent avoir un impact sur les politiques que vous menez. Le CRJ ne peut pas être seulement un outil d'éducation à la citoyenneté. Pour que les jeunes s'en emparent, il faut qu'ils soient des véritables leviers, qui permettent d'influer sur vos politiques. Comme l'a très bien dit Philippe Mérieu, nous avons conquis beaucoup de liberté individuelle mais nous n'avons pas plus le sentiment de pouvoir agir sur les choses. C'est ce sentiment de ne pas avoir la

maîtrise de sa vie qui rend les jeunes Français extrêmement pessimistes. Vous avez tous en tête cette fameuse enquête internationale qui montre que les jeunes Français sont parmi les plus pessimistes du monde. Seuls 22% de Français contre 51% d'américains et 45% de jeunes chinois et danois estiment avoir la maîtrise de leur existence future. Cette situation est d'autant plus difficile qu'ils vivent – que nous vivons- dans une société dont le maître mot est la responsabilité personnelle voire le bonheur individuel.

C'est contre ce pessimisme qu'il nous faut nous mobiliser si l'on veut vraiment améliorer le sort des jeunes de notre pays. Et pour cela, il faut bien évidemment bien plus que des politiques de jeunesse, et bien plus que des politiques régionales ou même nationales. Mais je ne veux pas contribuer moi aussi à nous « impuissanter ». Alors, au nom des CEMEA, des FRANCAS et de la Ligue de l'enseignement, permettez-moi, monsieur le Président, de vous remercier chaleureusement de nous avoir donné l'occasion de travailler ensemble, sur les territoires pour préparer cette manifestation. J'espère que ça n'est qu'un début.